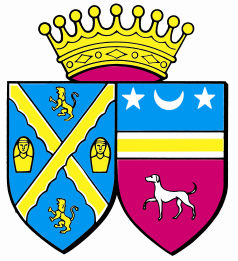
DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

**MAIRIE**

DE



**V I L L E V A U D É**

**BORDEAUX - MONTJAY**

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 FEVRIER 2013**

Ouverture de la séance à 9h02

M. BROQUET en tant que doyen du Conseil Municipal préside la séance et procède à l’appel.

PRESENTS : M. BROQUET, DEN HOLLANDER, FERAL, GAUFRIAU, LOGGHE, OUGIER, PEDA, PIAN, ROMANO, TALATIZI, VARTANIAN, Mmes BIASON, DE LAERE, DENIS, GODART, TAURAND, VARTANIAN.

POUVOIRS : Mme PINEZIC a donné pouvoir à M. TALATIZI.

ABSENTS : M. GOURMELON.

Secrétaire de séance M. Clément GAUFRIAU

**INSTALLATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 16 FEVRIER 2013**

**Point 1.1**

Election du Maire

Monsieur BROQUET rappelle l'objet de la séance qui est l'élection du Maire.

Après un appel de candidatures, il est procédé au vote.

M. Pascal PIAN se porte candidat.

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- nombre de bulletins : **18** - bulletins blancs ou nuls : **4**  
 - suffrages exprimés : **14**  
 - majorité absolue : **8**

|  |
| --- |
| A obtenu :  - M. Pascal PIAN : **13 voix**  - M. A1ain BROQUET : **1 voix**    **M. Pascal PIAN ayant obtenu la majorité absolue est proclamé Maire.**  M. BROQUET confie la présidence du conseil à M. Le Maire qui le remercie d’avoir assuré la période de transition .  M. Le Maire : « Je remercie le conseil pour sa confiance. C’est un mandat important. Je suis conscient de la charge de travail qui pèse sur notre équipe, je sais que les gens attendent beaucoup. Je tiens à remercier les habitants de Villevaudé. Nous allons pouvoir porter notre projet de village, et tenir tous les engagements pour lesquels nous nous sommes avancés. »  D’autre part M. Le Maire souhaite faire part à l’assemblée que les points 1.4, 1.6 et 1.7 de l’ordre du jour, sont reportés lors au prochain conseil Municipal.  M. BROQUET demande alors à être relevé de toutes ses fonctions de représentant de la commune au niveau des syndicats à compter de ce jour. |

**Point 1.2**

Détermination du nombre d’adjoints au Maire

Le Conseil municipal décide à l’unanimité la création de 5 postes d’Adjoints délégués au Maire ainsi que la création d’un poste de conseiller délégué.

**Point 1.3**

Election des adjoints au Maire

L’élection des adjoints intervient par scrutins successifs, individuels et secrets dans les mêmes conditions que pour celle du Maire. Les adjoints prennent rang dans l'ordre de leur nomination et il convient par conséquent de commencer par l'élection du Premier adjoint.

Il est dès lors procédé aux opérations de vote dans les conditions réglementaires.

Après un appel de candidature, il est procédé au déroulement du vote.

- **Election du premier adjoint : Assainissement,Voirie, Travaux et Urbanisme**

se porte candidat : Madame Sandrine BIASON

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- nombre de bulletins : **18**

- bulletins blancs ou nuls : **5**

-suffrages exprimés : **13**

- majorité absolue : **7**

 A obtenu :  
 Madame Sandrine BIASON : **13** **voix**  
   
 **Mme Sandrine BIASON** ayant obtenu la majorité absolue est proclamée premier adjoint au maire, déléguée à l’assainissement, travaux et urbanisme

- **Election du deuxième adjoint :** Action Sociale et Associations

se porte candidat : Madame Catherine GODART

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- nombre de bulletins : **18**

- bulletins blancs ou nuls : **5**

-suffrages exprimés : **13**

- majorité absolue : **7**

A obtenu :  
Madame Catherine GODART : **13** **voix**  
   
 **Mme Catherine GODART** ayant obtenu la majorité absolue est proclamée deuxième adjoint au maire, déléguée à l’Action Sociale et Associations

- **Election du troisième adjoint : Scolaire, Périscolaire, Enfance et Jeunesse**

se porte candidat : Madame Sophie VARTANIAN

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- nombre de bulletins : **18**

- bulletins blancs ou nuls : **6**

-suffrages exprimés : **12**

- majorité absolue : **7**

 A obtenu :  
Madame Sophie VARTANIAN : 12 **voix**  
   
 **Mme Sophie VARTANIAN** ayant obtenu la majorité absolue est proclamée troisième adjoint au maire, déléguée au Scolaire, Périscolaire, Enfance et Jeunesse

- **Election du quatrième adjoint :** Environnement

se porte candidat Stéphane VARTANIAN

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- nombre de bulletins : **18**

- bulletins blancs ou nuls : **6**

-suffrages exprimés : **12**

- majorité absolue : **7**

A obtenu :  
 Monsieur Stéphane VARTANIAN : **12** **voix**   
 **M. Stéphane VARTANIAN** ayant obtenu la majorité absolue est proclamé quatrième adjoint au maire, délégué à l’Environnement

- **Election du cinquième adjoint :** Finances

se porte candidat Madame Annie DENIS

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- nombre de bulletins : **18**

- bulletins blancs ou nuls : **5**

-suffrages exprimés : **13**

- majorité absolue : **7**

A obtenu :  
Madame Annie DENIS : **13** **voix**  
   
**Mme Annie DENIS** ayant obtenu la majorité absolue est proclamée cinquième adjoint au maire, déléguée aux Finances

- **Election du conseiller delegue :** Environnement

se porte candidat Monsieur Francis OUGIER

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- nombre de bulletins : **18**

- bulletins blancs ou nuls : **6**

-suffrages exprimés : **12**

- majorité absolue : **7**

A obtenu :  
Monsieur Francis OUGIER : **12** **voix**  
   
**M. Francis OUGIER** ayant obtenu la majorité absolue est proclamé conseiller délégué à l’Environnement

**Point 1.4 :** Point reporté

**Point 1.5**

Délégation de missions complémentaires consenties au Maire par le conseil Municipal

Le code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, pour la durée du présent mandat, de confier à Monsieur le Maire les délégations suivantes:

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De fixer, dans les limites d’un montant **de 2500 € par droit unitaire**, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3° De procéder, dans les limites **d’un montant unitaire ou annuel de 200 000€,** à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, **y compris les opération de couvertures des risques de taux et de change,**  ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article L 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires,  huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire,

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle ; cette délégation est consentie tant en demande qu’en défense et devant toutes les juridictions ;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite**de 2 000 € par sinistre** ;

18° De donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum fixé à 250 000 € par année civile ;

21° D'exercer, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L 214-1 du code de l'urbanisme dans les conditions fixées par le Conseil municipal ;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L 240-1 à L 240-3 du code de l'urbanisme ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux [articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=E1BB9841A4FD6A05DE58A2F79924D791.tpdjo07v_2?cidTexte=LEGITEXT000006074236&idArticle=LEGIARTI000006845697&dateTexte=&categorieLien=cid) relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune.

 24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

Mr BROQUET : dans le 3° la phrase « **y compris les opération de couvertures des risques de taux et de change »** me gêne, en raison des emprunts toxiques qui courent actuellement, et que l’on ne sait pas trop ou cela peut mener.

M. Le Maire demande à supprimer la phrase complète afin d’éviter toute équivoque

Points adoptés à l’unanimité

**Point 1.6**: Point reporté

**Commissions communales ( voir tableau)**

**Point 1.7**: Point reporté

**Désignation des représentants de la commune au sein des organismes extérieurs (voir tableau)**

Clôture de la séance à 10h 07 minutes.